



La guerre cachée du Nigeria : ethnique, religieuse ou liée aux ressources ?

Un génocide chrétien ? Pas tout à fait. Les gangs criminels tuent davantage de musulmans que de chrétiens, tandis que l'exploitation minière illégale et les groupes armés transforment le nord du Nigeria en un champ de bataille pour les ressources et le pouvoir.

Felix Abt

jeu. 13 nov. 2025

De l'insurrection à la violence systémique

En Occident, les responsables politiques, les militants et les médias décrivent souvent la violence qui ravage le nord et le centre du Nigeria comme un génocide contre les chrétiens. Ainsi, le Christian Refugee Relief Fund (également connu sous

le nom de *Christians at Risk*) affirme sur son site web que « les chrétiens sont victimes d'un génocide en raison de leur foi » au Nigeria.

Le président américain Donald Trump est même allé jusqu'à évoquer une possible intervention militaire en réponse à ces accusations. S'il semble profondément préoccupé par le sort des chrétiens nigériens, il reste en revanche largement indifférent à la tragédie des Palestiniens — chrétiens comme musulmans — confrontés à un véritable génocide à Gaza. Dès lors, faut-il y voir une sincère compassion religieuse, ou bien des intérêts économiques et géopolitiques dissimulés derrière ce discours moral ?



Capture d'écran du titre de l'AP : « Trump menace le Nigeria d'une éventuelle intervention militaire et intensifie ses accusations de persécution des chrétiens. »

Pourtant, sur le terrain, davantage de musulmans que de chrétiens sont tués par des bandes criminelles. Les chiffres ne correspondent pas au récit dominant — alors, que se passe-t-il réellement ?

Dans cet entretien, [David Hundeyin](#), journaliste d'investigation et animateur nigérian, replace la violence actuelle dans une trajectoire historique remontant à l'insurrection de Boko Haram en 2009. Ce qui avait commencé comme une rébellion à connotation religieuse s'est progressivement transformé en un cycle de violences de masse, aveugles et systématiques, provoquant des déplacements massifs de population.

Aux alentours de 2014–2015, le conflit s’est étendu : les attaques ont cessé de viser des cibles symboliques pour se concentrer sur la destruction ou le nettoyage complet de communautés entières situées dans des zones stratégiques.

Les données indépendantes confirment l’ampleur du drame humain. Le Nigeria compte aujourd’hui l’une des plus importantes populations de déplacés internes au monde — plus de 3,5 millions de personnes d’ici 2025, selon le Centre de surveillance des déplacements internes (IDMC).

Religion et ethnicité : des explications partielles

Bien que Boko Haram et ses scissions — ISWAP et Ansaru — justifient la violence au nom de l’islam, les civils musulmans représentent une grande partie des victimes.

Les recherches confirment ce constat : de nombreuses zones les plus touchées sont majoritairement musulmanes, ce qui montre que la religion seule ne peut expliquer le schéma des massacres.

Cette complexité a conduit les médias, tant nationaux qu’internationaux, à recourir de plus en plus à des termes génériques comme « bandits » ou « hommes armés inconnus », brouillant ainsi la frontière entre djihadistes, réseaux criminels et milices motivées par les ressources.

Le lien entre ressources et conflits

Hundeyin cite Hamza al-Mustapha, un ancien officier supérieur de l’armée nigériane, qui explique que la violence n’est pas principalement motivée par la religion ou l’ethnicité, mais qu’elle est avant tout liée à la répartition géographique des ressources naturelles, notamment le lithium, l’or et d’autres minerais stratégiques.

Des recherches récentes confirment ce lien :

- ENACT (2020) et Osawe & Uwa (2023) montrent que l’exploitation minière illégale et non réglementée se concentre dans les mêmes États du nord-ouest et du centre où la violence a fortement augmenté.
- Dans l’État de Zamfara, l’exploitation aurifère non autorisée est directement associée au banditisme rural et aux massacres de masse.
- Selon Vanguard Nigeria (2025), plus de 80 % des opérations minières dans certains États du nord sont illégales.

- Des études plus larges sur l'Afrique (Provenzano & Bull, 2021 ; Boulat, 2024) révèlent que les régions proches de nouveaux sites d'exploitation minière connaissent un risque accru de conflits et de déplacements forcés.

Dans ce contexte, la violence agit comme un outil de dépossession : les communautés sont expulsées, déclarées dangereuses, et remplacées par des opérations minières informelles ou criminelles. Les populations déplacées viennent augmenter le nombre de déplacés internes au Nigeria, tandis que les minerais extraits alimentent des chaînes d'approvisionnement mondiales opaques.

La prolifération des acteurs armés

Le paysage conflictuel du Nigeria compte aujourd'hui plus d'une dizaine de groupes armés, allant de Boko Haram et ISWAP aux bandes locales dites « de bandits » ainsi qu'aux réseaux djihadistes transnationaux comme AQIM et JNIM.

Cette prolifération, soulignée à la fois dans l'entretien et dans les rapports de la Global Initiative (2024), a estompé la frontière entre insurrection idéologique et milices motivées par le profit.

De nombreux groupes se financent par l'enlèvement, le vol de bétail et l'exploitation minière illégale, fusionnant de fait les économies djihadistes et criminelles.

Le rôle de l'État et des acteurs externes

L'entretien suggère que la capacité du Nigeria à contenir ces insurgences a été délibérément affaiblie au fil des années :

- En 2014, sous la présidence de Goodluck Jonathan, le Nigeria a fait appel à la société militaire privée sud-africaine Executive Outcomes, qui aurait obtenu des résultats contre Boko Haram. Le contrat a été résilié après la victoire de Muhammadu Buhari à l'élection de 2015.
- À la même période, certaines ventes d'armes ont été suspendues ou limitées sous la pression des États-Unis via la Leahy Law, invoquant des préoccupations liées aux droits humains.

Même si tous ces détails ne peuvent pas être vérifiés de manière indépendante, il est largement reconnu que les forces armées nigérianes souffrent de retards chroniques dans leurs approvisionnements, de corruption et d'équipements insuffisants.

Des chercheurs comme Hussain (2024) soulignent des problèmes structurels plus profonds : des décennies de contrôle excessivement centralisé des revenus issus des ressources et de clientélisme politique ont laissé l'armée prise dans des réseaux de recherche de rente, sapant toute stratégie de sécurité cohérente.

Le coût humain et économique

Les crises superposées liées à l'insurrection, aux économies criminelles et à la fragilité de l'État ont engendré des conséquences humanitaires et écologiques profondes :

- Plus de 8 millions de personnes ont besoin d'assistance humanitaire dans le nord-est du Nigeria.
- L'exploitation minière illégale contamine les sols et l'eau, comme le montrent les épisodes récurrents d'empoisonnement au plomb dans l'État de Zamfara.
- Les déplacements forcés fragilisent l'agriculture locale, aggravent l'insécurité alimentaire et favorisent les migrations.

Ces réalités confirment l'argument de David Hundeyin : la violence fonctionne désormais comme un instrument d'extraction et de dépossession, et non comme une simple expression idéologique.

Interprétation du phénomène

La synthèse de l'entretien de Hundeyin et des recherches plus larges révèle un système conflictuel à plusieurs niveaux :

1. L'insurrection idéologique (Boko Haram, ISWAP) sert de couverture et de logistique aux économies criminelles.
2. L'exploitation illégale des ressources finance les groupes armés et encourage les déplacements.
3. La faiblesse de la gouvernance et l'ingérence étrangère perpétuent le vide sécuritaire.
4. Les communautés prises entre ces dynamiques subissent une érosion sociale, politique et démographique.

La violence dans le nord et le centre du Nigeria apparaît ainsi moins comme une guerre religieuse que comme une guerre des ressources déguisée en conflit sectaire.

Implications pour les politiques et la recherche

- Renforcer la gouvernance et la transparence du secteur minier dans le cadre de la Nigeria Extractive Industries Transparency Initiative (NEITI).
- Donner davantage de pouvoirs aux gouvernements locaux et aux coopératives minières communautaires pour réduire les incitations à la capture armée des ressources.
- Améliorer la surveillance des frontières et de l'espace aérien, en ciblant les pistes non enregistrées et les vols sans transpondeur signalés par la Nigeria Civil Aviation Authority.
- Reconstituer les capacités militaires grâce à des procédures d'approvisionnement responsables et à la collaboration régionale.
- Reconnaître et soutenir les populations déplacées non seulement comme victimes du terrorisme, mais aussi comme victimes de la dépossession liée aux ressources.

Références (abrégées)

1. Internal Displacement Monitoring Centre (IDMC). (2025). Nigeria: Multiple displacement crises overshadowed by Boko Haram.
2. International Crisis Group (ICG). (2022). Violence in Nigeria's North-West: Beyond Banditry.
3. Ogonnaya, C. (2020). Illegal Mining and Rural Banditry in North-West Nigeria. ENACT Policy Brief.
4. Osawe, O., & Uwa, E. (2023). Natural Resource Governance and Conflicts in Nigeria.
5. LSE Africa at LSE Blog. (2021). Illicit Natural Resource Extraction and Insecurity in Zamfara.
6. Vanguard Nigeria. (2025). How Illegal Mining Fuels Insecurity in the North.
7. Provenzano, F., & Bull, M. (2021). The Local Economic Impact of Mineral Mining in Africa.
8. Boulat, J. (2024). Conflicts and the New Scramble for African Resources.
9. Global Initiative & ACLED. (2024). Non-state Armed Groups and Illicit Economies in West Africa.
0. U.S. Department of State. (2021). Leahy Law and Security Assistance.
1. Hussain, S. (2024). Politics of Resource Control and Peacebuilding in Nigeria.
2. United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs (UN OCHA). (2025). Humanitarian Needs Overview: Nigeria.
3. World Health Organization (WHO). (2019). Lead Poisoning in Zamfara State, Nigeria.

ÉTIQUETTES DE L'ARTICLE:

Nigéria ÉTATS-UNIS Analyse